



Jean-Luc
Racine
Vice-
Président

La visite en France du Premier ministre indien Narendra Modi, du 9 au 12 avril 2015, fut le premier jalon d'un périple qui l'a mené ensuite en Allemagne, où il a inauguré aux côtés d'Angela Merkel la foire de Hanovre, le plus grand rassemblement industriel européen, avant de s'envoler pour le Canada. Ce premier voyage en Europe du leader indien s'inscrit dans une politique étrangère active, qui a donné la priorité à l'Asie et aux États-Unis. Le moment clé de la visite à Paris fut assurément l'annonce surprise d'un achat de 36 chasseurs Rafale « clé en mains », dont l'Inde espère disposer dans deux ans. Une décision dévolée au tout dernier moment, qui permet de repousser à plus tard la négociation entamée en 2012 sur 126 appareils, dont 108 étaient supposés être construits en Inde. Il apparaît finalement qu'il coûte moins cher à l'Inde d'acheter les chasseurs « made in France » que de mettre en place les filières de construction et de sous-traitance de très hautes technologies nécessaires pour un tel appareil, dans des délais compatibles avec les besoins urgents de l'Indian Air Force dont les MIG 21 russes n'ont pas été remplacés à temps. L'épisode illustre les limites du « Make in India », le slogan phare du Premier ministre appelant les étrangers à investir en Inde — et à y opérer des transferts de technologie — pour contribuer à la nécessaire industrialisation du pays. Pour autant, ce « Make in India » a été entériné par le gouvernement français comme par les grands acteurs industriels, dont Airbus, auquel Narendra Modi a rendu visite à Toulouse, où il a aussi visité le CNES : un autre domaine — l'espace — qui fait depuis longtemps l'objet d'une solide

coopération bilatérale. La SNCF travaillera pour sa part à la mise en place de trains à moyenne vitesse, tandis que les négociations sur les réacteurs nucléaires EPR d'Areva sont relancées, en mettant cette fois dans le jeu le secteur privé indien. Au total, cette visite a conforté le « partenariat stratégique » établi entre Paris et New Delhi en 1998, un partenariat qui va très au-delà du dialogue diplomatique et de sécurité régulièrement conduit à haut niveau. La vingtaine d'accords ou de protocoles signés couvre en effet des champs très larges : énergie nucléaire, énergies renouvelables, espace, transports, patrimoine, archéologie, urbanisme, formation professionnelle, biotechnologie marine : au-delà de grands chantiers, d'investissements et de technologies, l'accent a été mis sur un certain savoir-faire à la française, aussi bien dans les domaines scientifiques, que dans ceux du sport, des musées, du tourisme, de la planification régionale. La France, pour sa part, fera mieux connaître chez elle la médecine ayurvédique. Elle entend surtout intensifier sa présence sur le marché indien. On a donc parlé défense, sécurité, terrorisme, économie, mais la diplomatie d'influence — le soft power à la française — a aussi tenu toute sa place. La grande conférence de Paris sur le changement climatique, la COP 21, a été aussi évoquée, sans que l'Inde ait encore précisé la totalité de ses engagements et leur calendrier : un dossier suivi de très près par la diplomatie française... et que suit aussi Asia Centre, à l'échelle de l'Asie, en partenariat avec l'ASEF, comme en témoignent les rencontres de Pékin (juin 2014), d'Almaty (avril 2015), et celles à venir de Bangkok et de Paris, en juillet et septembre prochains.

ÉVÉNEMENTS

5 mai – Deuxième dialogue avec Singapour sur la Chine

Asia Centre poursuit un travail entamé en 2014 avec l'Institut des études sur l'Asie de l'est de l'Université nationale de Singapour et le soutien du Ministère des Affaires étrangères. Les orateurs venus de France, de Pékin et de Hong Kong ainsi que singapouriens ou asiatiques basés à Singapour ont centré les débats sur les perspectives en matière de politique intérieure chinoise conduisant au prochain Congrès du Parti communiste chinois ainsi que sur la politique étrangère de la Chine dans la région et au-delà.

5 mai - Xi Jinping à mi-mandat et la préparation du XIX^{ème} congrès (2017), avec Jean-Pierre Cabestan

Outre le bilan politique qu'il s'impose d'ores et déjà d'esquisser tant les messages ont été forts et « en rupture », il convient aussi de s'interroger sur la « garde montante » et la future génération de leaders dont Xi Jinping pourrait s'entourer. Cette séance, animée par Florence Biot, marque la reprise de l'observatoire stratégique sur la Chine par Asia Centre sous la direction scientifique de Jean-Pierre Cabestan pour la DGRIS du Ministère de la Défense.

12 mai - Perspective économique sur la région Asie-Pacifique, avril 2015 : stabilisations et surperformance, avec Roberto Guimarães

Cette intervention du directeur adjoint de la Division Études Régionales du département Asie-Pacifique du FMI, touche aux développements récents en matière d'économie et de finance, les perspectives, prévisions et définitions des politiques des économies de la région Asie-Pacifique (ASEAN+3 et Australie) avec pour sujets principaux les « Abenomics » et le ralentissement de l'immobilier chinois, l'impact de la baisse des prix du pétrole. La séance sera animée par Jean-Yves Colin pour Asia Centre.

15 mai - Table ronde avec l'Académie des Sciences Sociales de Shanghai et l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale

Trois grandes thématiques liées à la gestion chinoise des crises internationales ont été définies pour cette rencontre qui traitera à Shanghai d'Afghanistan et d'Ukraine, mais aussi de la nouvelle route de la soie et de la gestion de l'énergie.

2 juin - Comment évaluer les risques et conséquences de la politique du Japon en matière de dette publique ? avec Frédéric Burguière

Avec des conséquences importantes, à court terme sur l'organisation des circuits financiers, et à plus long terme sur l'évolution des prix, l'analyse de cet univers nouveau, pour lequel nous manquons de références, nous intéresse à un double niveau. D'une part, parce que la monétisation va également s'appliquer aux États-Unis, en Grande Bretagne et dans la zone Euro ; et d'autre part, parce qu'au regard de la tradition japonaise, elle n'est peut-être pas une pratique aussi exceptionnelle qu'on pourrait le penser.

BRÈVES

Asie Centrale : le développement des énergies fossiles face au défi du changement climatique

Ce séminaire organisé à Almaty le 16 avril participe du dialogue Asie-Europe mené en partenariat avec l'ASEF sur les enjeux énergétiques et climatiques, en amont de la conférence climat de l'ONU (COP21).

Avant, pendant et après la troisième session plénière annuelle de l'Assemblée populaire nationale chinoise (APN)

Décryptages en mars à Asia Centre de Jean-Pierre Cabestan d'une part et d'Alex Eymieu ensuite sur les préoccupations chinoises actuelles, qu'elles soient tournées vers l'économie — avec l'ouverture des marchés de capitaux chinois et la lutte anti-corruption, la politique intérieure, la sécurité, l'environnement ou les relations internationales.

La diplomatie publique japonaise à l'épreuve

Une rencontre avec Akiko Fukushima (Tokyo Foundation) et M. Masakazu Nagata (Bureau du Premier Ministre) le 13 février dernier.

Point de vue chinois sur le panorama énergétique mondial

Dans le cadre de son « club énergie » Asia Centre a accueilli trois représentants de l'Institute of World Economics Studies du CICIR, suite aux récentes variations des prix et des marchés de l'énergie liées à la baisse des prix du baril et à son impact sur le paysage énergétique mondial.

La nouvelle route de la soie ou la redéfinition de l'engagement euroasiatique culturel et socio-économique

Jean-François Di Meglio et Antoine Bondaz se penchent sur ce concept développé par Xi-Jingping et très discuté outre Atlantique : le premier à Singapour lors d'un débat à la Lee Kuan Yew School of Public Policy, NUS, et le second pour en analyser le point de vue chinois dans la revue *China Analysis - Les Nouvelles de Chine*.





China Analysis - Les Nouvelles de Chine n°53 À paraître - La Chine doit repenser ses relations avec ses voisins d'Asie du Nord-est

Un certain nombre d'évolutions ont influencé l'environnement direct de la Chine en Asie du Nord-est en 2013 et 2014 : politique étrangère nord-coréenne plus affirmée avec Kim Jong-un, rapprochement Chine - Corée du Sud sous Park Geun-hye, défaite retentissante du Kuomintang aux élections locales de novembre, ouvrant la voie à une possible victoire du DPP aux prochaines élections générales et enfin rétablissement timide des relations diplomatiques sino-japonaises. Ainsi, les évolutions à venir de ces quatre relations sont incertaines, mais cruciales pour la stabilité dans la région sur laquelle se penche le dernier numéro de China Analysis - Les Nouvelles de Chine en partenariat avec l'European Council on Foreign Relations (ECFR).



Annuaire Asie 2015-2016 À paraître - L'Asie à l'ombre de la Chine

En 2014, l'Asie connaît un certain nombre d'inflexions : la double transition afghane, une alternance en Indonésie, une autre en Inde avec le retour au pouvoir de la droite nationaliste. Elle demeure aussi marquée par plusieurs grandes tendances structurelles qui concernent aussi bien la conduite délicate des réformes économiques que la question de la gouvernance. Celle-ci appelle des réponses contrastées : nouveau coup d'état militaire en Thaïlande, renouvellement anticipé pour Shinzo Abe au Japon, stabilité des régimes présidentiels en Asie centrale. Avec partout, pour toile de fond, la montée en puissance de la Chine, suscitant chez ses voisins des politiques nationales visant à préserver des marges de manœuvre, y compris en matière de défense, qu'ils soient ou non proches des États-Unis.



Japan Analysis n°37 À paraître - Le Japon et l'Orient compliqué

Alors que le Japon détient un capital de soft power parmi les plus élevés du monde, sa ligne diplomatique n'a pas empêché l'exécution d'otages japonais ou avant cela, la montée des tensions avec des voisins chinois et sud-coréens plus « hard » dans leur approche du traitement des conflits frontaliers et mémoriels. Mais est-ce vraiment la nature et la structure de la diplomatie publique japonaise qui doivent être incriminés ? Se demander si le Ministère des affaires étrangères nippon a été trop ou pas assez « soft », s'il a été trop alambiqué ou s'est au contraire avancé avec des idées trop simples dans cet Orient – pour lui un Occident – compliqué, revient à négliger l'influence d'autres acteurs étatiques ou non institutionnels impliqués dans ces problèmes. Ce numéro 37 de Japan Analysis s'intéresse aux événements récents qui invitent la diplomatie et la politique extérieure japonaises à évoluer pour permettre au Japon de rester un acteur indépendant sur la scène internationale.



Korea Analysis n°5 - Février 2015 - Aspects de la société Sud-coréenne

« La Corée, c'est la France moins la solidarité nationale. » Cette définition lapidaire illustre le contraste entre les performances économiques et les carences sociales de la Corée. Aujourd'hui au cinquième rang mondial derrière l'Allemagne et devant la France et déposant deux fois plus de brevets que cette dernière, la Corée dispose d'un revenu en parité de pouvoir d'achat proche du revenu français. Et pourtant, consacrant trois fois moins de sa richesse que la France aux dépenses sociales, la Corée affiche les plus mauvais indicateurs sociaux parmi les pays de l'OCDE. Une situation d'autant plus préoccupante que les inégalités se sont creusées.



Mise en ligne de l'étude « Cyberstratégie de la Chine »

Fruit d'une année de terrain et d'analyses menés par Candice Tran Dai, Anna Zyw Melo et Emmanuel Puig en 2014, cette étude analyse en détail les enjeux politiques, économiques et sécuritaires de l'émergence d'une puissance numérique.

Publications extérieures

de Jean-Pierre Cabestan dans South African Journal of International Affairs, Louis Borer dans la Revue géopolitique, Éric Frécon et Jean-Raphaël Chaponnière dans L'Asie du Sud-est 2015, Jean-François Di Meglio dans Monde Chinois et Jean-Luc Racine dans The European Union and South Asia, Politics in South Asia et Les Champs de Mars.

La négociation nucléaire : négocier pour rompre l'isolement

Avec l'exemple de la Corée du Nord, au moment de l'accord-cadre des « 5+1 » avec l'Iran, par Antoine Bondaz, dans l'émission 'Culturesmonde' sur France Culture du mardi 14 avril 2015.

FOCUS - À l'heure indienne : travaux sur l'Inde, le Pakistan, l'Afghanistan

Ce Focus illustre les travaux récents des chercheurs d'Asia Centre sur la région, et leurs interventions dans les médias. On y note aussi bien les analyses conjoncturelles que le suivi de grandes questions transversales, comme celles de l'énergie et le climat. Avec les contributions de J-L. Racine, I. Saint-Mézard, P. Caussat, L. Choukroune et S. Mathy.

Les dernières chroniques mensuelles Asie dans AlterecoPlus :

- Les liens très étroits entre politiques et grands groupes indiens, Paul Caussat
- En Chine, la censure d'Internet est bonne pour les affaires, Anna Zyw Melo
- L'Indonésie mise tout sur la mer, Louis Borer
- Inde : le ballet diplomatique de Narendra Modi, Jean-Luc Racine

États-Unis, Chine, Europe : qui contrôle la mondialisation du droit ?

L'espace ouvert par le commerce mondialisé pose un enjeu nouveau et d'une extraordinaire importance et la soft law, secrétée par les pratiques et usages, pourrait s'avérer très dure dans quelques années. Il s'agit donc, de décrire un champ de forces dans lequel chacun joue sa carte en fonction de sa place, de ses moyens mais aussi de sa vision du monde à l'heure où se profilent des textes majeurs comme le fameux traité de libre échange transatlantique. Jean-François Di Meglio, dans l'émission « Esprit de justice » du 5 mars de France Culture.

La France peut-elle rééquilibrer ses échanges avec la Chine ?

En visite à Pékin, Manuel Valls a estimé que les échanges commerciaux entre la France et la Chine étaient trop défavorables au premier. Il aura toutefois du mal à inverser la tendance alors qu'il y a urgence. Par Antoine Bondaz dans le Journal du Dimanche

Investissements chinois en France et en Europe / Pourquoi la Chine croît plus au potentiel de croissance de l'Europe que nous :

Dans un contexte où le géant asiatique investit en Europe, Jean-François Di Meglio, en a expliqué les grandes tendances dans le petit journal et sur Atlantico